

## ***Appel à la solidarité avec l'ONG philippine PDG et à la fin de la répression des organisations de la société civile aux Philippines***

Nous exprimons notre très vive inquiétude concernant les accusations portées par le bureau des procureurs provinciaux de Negros Occidental, province des Philippines, contre cinq membres, anciens membres du personnel et bénévoles de l'ONG philippine Paghida-et sa Kauswagan (PDG), les accusant d'être impliqués dans le financement du terrorisme.

Ces allégations sont non seulement scandaleuses et infondées, mais aussi extrêmement dangereuses pour les accusés et leurs familles, et constituent une menace existentielle pour PDG en tant qu'organisation. PDG est bien connue de plusieurs organisations de la société civile aux Philippines et en Europe comme une organisation de confiance et d'intégrité absolue, dont le personnel et les membres sont résolument engagés dans un processus de développement holistique qui permet aux communautés rurales de Negros Occidental d'assurer leur droit à une vie digne et à un environnement sain par le biais du renforcement des communautés, en aidant les familles à obtenir leurs droits fonciers, en encourageant les techniques agricoles durables, la formation aux droits humains et en permettant l'accès aux services de santé dans une situation où ces derniers font défaut.

Ce n'est pas la première attaque contre PDG. Au fil des ans, l'organisation a régulièrement fait l'objet de menaces, de harcèlement et d'intimidations pour avoir simplement défendu, par des moyens pacifiques, la cause de ceux dont les droits sont bafoués... Il s'agit notamment de la pratique du « red-tagging » menée par le groupe de travail national chargé de mettre fin au conflit armé communiste local (NTF-ELCAC). Cette pratique consiste à accuser des personnes et des organisations d'appartenir au parti communiste des Philippines, la Nouvelle armée populaire, ou de le soutenir. Cette pratique du « red-tagging » a conduit à l'assassinat brutal du directeur exécutif de PDG, l'avocat Benjamin Ramos, le 6 novembre 2018.

Cette pratique a été condamnée ces derniers mois par le rapporteur spécial des Nations unies sur la promotion et la protection des droits humains dans le contexte du changement climatique, Ian Fry, et par Irene Khan, rapporteuse spéciale des Nations unies pour la liberté d'opinion et d'expression, qui ont tous deux appelé à l'abolition du NTF-ELCAC après s'être rendus aux Philippines.

En outre, dans un arrêt du 8 mai 2024, la Cour suprême des Philippines a déclaré que le « red-tagging » constituait une « menace pour la vie, la liberté et la sécurité des personnes » et a déclaré que « la pratique du « red-baiting » implique le recours aux menaces et à l'intimidation pour décourager les activités « subversives » ».

La plainte déposée contre PDG basée sur les lois antiterroristes philippines montre que ces lois, politiques et pratiques sont utilisées pour entraver et décourager, voire arrêter totalement le travail des ONG de développement telles que PDG. Ces lois sont également utilisées contre les organisations confessionnelles et humanitaires et les défenseurs des droits humains. L'organisation philippine de défense des droits humains Karapatan a recensé au moins 98 personnes appartenant à ces ONG qui font l'objet de plaintes ou d'inculpations pénales en vertu des lois antiterroristes.

Cette attaque contre la PDG n'est manifestement pas un incident isolé. Elle s'inscrit dans le cadre d'une campagne concertée et permanente visant à réduire au silence et à attaquer les défenseurs des droits humains, les travailleurs du développement, les professionnels des médias et d'autres voix critiques aux Philippines. Depuis son arrivée au pouvoir en 2022, le président Marcos Jr. a prétendu s'engager en faveur des droits humains et avoir pris des mesures significatives pour améliorer le bilan épouvantable de son prédécesseur, l'ex-président Duterte, en matière de droits humains. Toutefois, les organisations de défense des droits humains soulignent qu'en réalité, la situation des droits humains aux Philippines ne s'est guère améliorée depuis son entrée en fonction.

\*\*\*\*

Nous appelons le gouvernement des Philippines à :

- Abandonner immédiatement ces accusations infondées contre PDG ;
- Cesser d'utiliser cette loi pour cibler et tenter de réduire au silence les membres d'autres organisations de la société civile par le biais de fausses allégations ;
- Mettre fin aux attaques et aux assassinats soutenus par l'État ;
- Mener une enquête impartiale sur tous les cas de mise à l'index et de diffamation de membres d'organisations de la société civile ;
- Mettre fin à l'état d'urgence à Negros et révoquer l'ordre exécutif 70 et le mémorandum 32, les politiques de l'État à l'origine des attaques contre les travailleurs du développement et les défenseurs des droits humains à Negros.

Nous demandons à l'Ambassadeur des Philippines en Belgique et au Luxembourg et à la Mission des Philippines auprès de l'Union européenne de transmettre cette déclaration au gouvernement des Philippines, à l'enquêteur chargé de l'affaire accusant les cinq personnes liées à PDG et au procureur chargé de l'affaire.